



Jean ZAY se mobilise contre les E3C !

Bac local, fiasco total !

Le mardi 28 janvier comme le mardi 4 février, les enseignants de lycée Jean Zay étaient massivement en grève contre la tenue des E3C. Plus de 70% des profs convoqués pour les surveillances étaient en grève chacun de ces jours, et de nombreux autres enseignants de l'établissement, non convoqués, étaient également en grève. Concrètement, faute de surveillants, les épreuves n'ont pas pu se tenir dans des conditions normales, ont été entachées de nombreuses irrégularités, les conditions de sérénité nécessaires au passage des épreuves n'étaient pas réunies et l'équité entre candidats n'a pas été garantie. Ces conditions déplorables confirment toutes les inquiétudes des enseignants, mobilisés depuis longtemps contre le bac Blanquer.

En effet, les enseignants et leurs organisations professionnelles dénoncent depuis plusieurs mois les conditions d'impréparation de ces épreuves, et les inégalités entre établissements et entre élèves que ce bac local génère, et dont les élèves risquent de faire les frais au moment de Parcoursup.

Les enseignants dénoncent vigoureusement les menaces et les tentatives d'intimidation dont les élèves et leurs parents sont victimes depuis le début de la mobilisation lycéenne (chantage au zéro, négociation des motifs d'absence aux E3C, menaces de procédure disciplinaire contre les élèves mobilisés...).

Les enseignants du lycée Jean Zay appellent à la poursuite de la mobilisation contre les E3C, et ont décidé de poursuivre la grève pour les épreuves suivantes qui se tiendront dans les jours qui viennent.

RASSEMBLEMENTS A L'OCCASION DES PROCHAINES E3C

Mercredi 5 février, 13h devant le lycée

Judi 6 février, 10h devant le lycée, puis 13h, toujours devant le lycée

Vendredi 7 février, 7h puis 13h devant le lycée

Quelques exemples d'irrégularités (mais il y en a d'autres...)

- Non respect des horaires de convocation : les horaires des convocations ont été modifiés au dernier moment, avec des épreuves décalées, alors que les élèves avaient initialement reçu des convocations éditées par le SIEC, dont les horaires ne sont donc pas modifiables sans avertissement préalable (28/01 et 4/02).
- Déroulement des épreuves en décalage les unes des autres, avec le même sujet : une classe a composé plus tard que les autres (fin d'épreuve vers 10h50) : cette classe a eu accès aux sujets déjà distribués et connaissait donc les réponses avant même de composer (4/02)
- L'alarme du bâtiment B a été déclenchée vers 8h10. A 8h13, des élèves évacués du bâtiment B étaient rassemblés sur le parking. Au bâtiment E, lorsque l'alarme s'est déclenchée, aucun élève n'a été évacué (4/02).
- Au RDC du bâtiment C, à 8h27, des élèves sont entrés dans les salles du RDC où se tenaient des épreuves en criant « Il y a le feu ». (4/02)
- Au 1^{er} étage du bâtiment A, à 8h30, des élèves couraient dans le couloir en criant et en tapant dans leurs mains. (4/02)
- Dans certaines salles, le matériel était défaillant (clé USB ou son) pour l'épreuve de compréhension orale.
- A 9h07 des élèves ont appelé un enseignant par téléphone pour lui indiquer qu'ils étaient seuls dans une salle, sans surveillant. Certains d'entre eux ont alors décidé de quitter la salle. (4/02)
- Des élèves ont fait état de fraude ouverte (usage des téléphones portables notamment). (4/02)
- Des élèves ont pu faire de nombreuses photos et vidéos, qui circulent depuis parmi eux, alors qu'ils étaient déjà installés dans les salles d'épreuve (4/02).

Les enseignants réunis en AG le 4 février, soutenus par leurs organisations syndicales, CGT, SNES, SUD